

Les missionnaires de Madrid

La Catalogne est un cas d'école de séparatisme encouragé par le comportement irrécyclable d'un pouvoir central. Mais les nationalistes catalans ont aussi divisé leur propre nation.

Un Flamand, un Catalan, un Ecossais et un Québécois sont assis autour d'une table. Cela ressemble au début d'une blague mais, dans ma vie professionnelle, ce genre de situation se produit régulièrement. Lorsque vous faites de la recherche sur le nationalisme et le séparatisme, vous vous retrouvez plus souvent qu'à votre tour dans ce genre de configuration, parce qu'à cet égard, la Belgique, l'Espagne, le Royaume-Uni et le Canada sont les "usual suspects" que l'on compare habituellement entre eux. C'était aussi le cas l'année passée lorsque j'ai été invité à m'exprimer à ce congrès en Autriche où plusieurs thèmes étaient abordés avec chaque fois quatre professeurs pour en débattre.

Assidûment, systématiquement

Comme cela est naturel à un congrès académique, la salle était surtout remplie d'académiques. Toutefois, une personne se démarquait fortement des autres. Engoncé dans un costume gris et serrant une serviette contre lui, il s'était présenté comme un représentant du consulat d'Espagne. Assidûment, il notait tout ce qui se disait dans un petit calepin et intervenait systématiquement pendant les séances de questions-réponses en remettant à sa place le professeur catalan de service.

Si celui-ci avait fait mention de "la nation catalane" dans son intervention, le

diplomate espagnoliste ne manquait pas de répliquer qu'une telle chose

n'existait pas car il existe seulement une nation espagnole dont la Catalogne constitue une Communauté autonome. Quand le président d'un des derniers panels finit par refuser de donner une fois de plus la parole à ce représentant, estimant que celui-ci avait déjà consommé suffisamment de temps de parole, celui-ci se fâcha tout rouge, exigea de pouvoir parler sur-le-champ aux organisateurs et menaça de dénoncer cette conduite inqualifiable à Madrid.

Il n'avait vraisemblablement pas pour objectif de susciter une vague de sympathie pour le nationalisme catalan auprès de tous ces professeurs d'université mais tel fut en tout cas l'effet produit sur moi. Il est vrai, à en juger par la teneur de leurs exposés, que beaucoup de mes confrères catalans devaient être des nationalistes convaincus. Mais de voir ainsi des représentants d'un niveau de pouvoir

espionner, réprimander et tenter d'intimider des professeurs d'université pour imposer une analyse pas plus objective des faits était plus qu'ahurissant pour toutes les personnes présentes. A un moment, je me suis même demandé si cet homme de Madrid n'était pas en réalité un comédien enrôlé par le gouvernement catalan pour gagner l'assistance à sa cause.

Les menaces et la peur

Il faut se méfier des anecdotes, mais dans ce cas, elle est assez représentative de la manière avec laquelle le gouvernement espagnol a abordé la question catalane au cours de ces der-

nières années, ainsi que du résultat contraire que cela a produit.

Ainsi, pendant la campagne de ces dernières semaines pour les élections régionales catalanes qui avaient été présentées par les nationalistes d'Artur Mas comme un référendum sur l'indépendance, le Premier ministre espagnol Mariano Rajoy a passé l'essentiel de son temps à proférer des menaces et à semer la peur. Si un technocrate aussi aride qu'Artur Mas a pu finir par se transformer en martyr du séparatisme, il le doit certainement à Madrid. On peut trouver d'autres raisons - économiques, notamment - au soutien croissant dont a bénéficié le projet indépendantiste au cours de ces dix dernières années, mais la Catalogne est déjà un cas d'école de séparatisme encouragé par le comportement irrécyclable d'un pouvoir central.

Bien sûr, les nationalistes catalans n'ont rien d'enfants de chœur non plus. Eux aussi ont mis en branle, depuis leur gouvernement, toute une machine de propagande qui prend également des libertés avec les faits et dont

le premier résultat a été de diviser profondément les Catalans eux-mêmes sur la question de leur avenir institutionnel. Comme souvent dans ces cas-là, les médias n'ont fait que renforcer le conflit.

Il était à la fois intéressant et désolant d'observer lundi matin comment la plupart des médias catalans clamaient que leurs compatriotes avaient opté pour l'indépendance tandis que la presse unioniste de Ma-

En tout état de cause, ce scrutin n'a fait que soulever davantage de questions concernant l'avenir.

drid affirmait avec autant d'aplomb que le "non" l'avait emporté. Les premiers se basaient sur le résultat en sièges, les derniers sur le résultat en voix. Mais puisqu'il s'agissait finalement toujours d'élections régionales, les deux analyses étaient déraisonnables.

En réalité, même si l'interprétation du scrutin comme un référendum sur l'indépendance était dominante dans la campagne, il se peut très bien que tant les électeurs de partis qui prônaient le "oui" que les électeurs de partis qui étaient dans le camp du "non" se soient laissé guider par d'autres motivations.

Comment sortir de l'impasse ?

En tout état de cause, ce scrutin n'a fait que soulever davantage de questions concernant l'avenir. Vu que la liste indépendantiste d'Artur Mas n'a

pas obtenu de majorité absolue, elle dépend désormais de la liste CUP, de tendance gauche radicale. Celle-ci n'a pas seulement des problèmes avec la personne d'Artur Mas et avec son programme de centre-droit qui se situe à des années-lumière du sien, sa vision de ce que doit recouvrir l'indépendance est aussi radicalement différente. C'est ainsi que le leader du CUP a déjà déclaré la guerre à l'Union européenne et aux autres institutions internationales qui, à ses yeux, sont dirigées par "des capitalistes dont le but est d'opprimer la classe ouvrière", ce qui n'aidera pas vraiment Artur Mas à gagner la communauté internationale à sa cause.

La position du gouvernement espagnol, elle aussi, ne deviendra plus claire qu'après les élections générales de décembre prochain. Parce que

"Madrid" n'est pas un ensemble homogène non plus : un changement de pouvoir là-bas pourrait mettre en place des dirigeants plus enclins à accepter un compromis, favoriser un supplément d'autonomie voire l'organisation d'un véritable référendum, comme ceux qu'ont connu l'Ecosse l'année passée ou le Québec jadis.

Il faudra en tout cas trouver un consensus pour sortir de l'impasse. Et pour qu'aux prochains congrès, il n'y ait plus d'émissaires missionnaires de Madrid dans la salle.

→ Dave Sinardet publie deux chroniques par mois dans "La Libre Belgique" et dans "De Tijd".

DAVE SINARDET

Professeur de Sciences politiques à la Vrije Universiteit Brussel et à l'Université Saint-Louis Bruxelles.